



Revue de presse

Semaine du 10 au 16 septembre 2022

A NE PAS MANQUER

SALON

Les 10 ans du Showroom RHD régional et bio, le 5 octobre 2022

L'HOTELLERIE RESTAURATION 13/09/2022

Le Showroom RHD, salon BtoB à taille humaine, organisé par Ad'Occ (Agence de développement économique de la région Occitanie), favorise la rencontre entre les entreprises agricoles et agroalimentaires d'Occitanie et les acteurs de la restauration hors domicile.

Le SIAL invite à l'action collective

ZEPRO RESTAURATION 13/09/2022 - *(article en ligne p 12)*

Tendances SIAL Insights 2022 : La RSE s'invite à table

SNACKING TODAY by ZePros 08/09/22

Natexpo Lyon revient en force

ZEPRO RESTAURATION 13/09/2022 - *(article en ligne p 14)*

Equiphotel : les membres du jury et les dates clés

SNACKING TODAY by ZePros le 12/09/22

EquipHotel, le salon BtoB de référence pour les hôteliers et restaurateurs, revient du 6 au 10 novembre 2022 à Paris, Porte de Versailles autour d'un grand thème central : l'hospitalité engagée, ou les nouvelles façons, transversales, de penser des établissements raisonnables et raisonnés

TROPHÉES OMNIVORE PARIS

SNACKING TODAY by ZePros le 11/09/22

Ce dimanche, l'équipe du festival Omnivore Paris a décerné 7 prix pour récompenser les chefs qui font l'actualité du moment et la cuisine de demain .

HABITUDES DE CONSOMMATION / FILIERE / AGRICULTURE

« Pour éviter les pénuries, la solution n'est pas le recours décuplé à un modèle intensif »

LA CROIX 12/09/2022

Face aux débats que suscitent les conséquences du dérèglement climatique et de l'inflation sur notre système agricole et alimentaire, Pierrick De Ronne, président de Biocoop et du syndicat La Maison de la bio, défend le principe d'une sobriété alimentaire et agricole contre le recours au modèle intensif.

Le secteur face à la transformation de son modèle économique

ZEPRO RESTAURATION 13/09/2022 - (article en ligne p 8)

La cour des comptes pour l'agriculture bio

ZEPRO RESTAURATION 13/09/2022 - (article en ligne p 12)

France 2030 : l'alimentation de demain passera-t-elle par la fermentation ? le défi est lancé aux industriels et aux chercheurs

LES MARCHES 12/09/2022

Le Grand Défi "Ferments du futur" a été lancé par les ministres de la recherche et de l'agriculture, en présence du pdg d'Inrae et du dg de l'Ania. Objectif : mobiliser les savoirs autour de la fermentation, voie privilégiée pour une transition vers une alimentation plus saine et plus durable.

Capagro : 200 millions d'euros pour accompagner les start-up de l'AgTech et de la FoodTech

AGRO MEDIA.FR le 13/09/2022

Fort du succès de son premier fonds, Capagro annonce le lancement d'un fonds successeur de 200 millions d'euros pour accompagner la croissance des start-up les plus prometteuses du paysage européen de l'AgTech et de la FoodTech. Le lancement de ce nouveau fonds s'accompagne d'un premier investissement auprès de Cuure, acteur européen de la santé personnalisée

RESTAURATION COLLECTIVE

Elior - Un an après, quel bilan pour le Nutri-Score en restauration collective ?

NEO-RESTAURATION 14/09/2022

Ralentie par les confinements successifs, la mise en place du Nutri-Score dans les sites Elior est aujourd'hui effective dans un millier de cantines de France. Après une année pleine de déploiement, le ténor de la restauration collective fait le point sur ce dispositif d'étiquetage nutritionnel.

Inflation : comment les cantines font-elles face ?

FRANCE 3 normandie 13/09/2022

En un an, les prix alimentaires ont bondi de près de 8% et ceux de l'énergie de plus de 22%. Face à ces hausses, les cantines en Normandie tentent de trouver des solutions pour ne pas augmenter leur prix ou aider les familles en difficulté.

Fromage supprimé, addition salée, gaspillage réduit... Les cantines scolaires cherchent la bonne recette pour faire face à l'inflation

FRANCE INFO 12/09/2022

L'explosion du coût des denrées alimentaires et de l'énergie plombe le budget des collectivités locales dédié à la restauration scolaire. Mais toutes n'adoptent pas la même stratégie. Tour de France des solutions mises en place.

huit organisations appellent à sauver la restauration collective

ZEPRO RESTAURATION 13/09/2022 - *(article en ligne p 8)*

Agores, pas une solution mais plusieurs consolidées

ZEPRO RESTAURATION COLLECTIVE 13/09/2022 - *(article en ligne p 6)*

Société de restauration, la reprise toujours pas au rendez-vous

ZEPRO RESTAURATION COLLECTIVE 13/09/2022 - *(article en ligne p 8)*

Comment survivre à court terme

ZEPRO RESTAURATION COLLECTIVE 13/09/2022 - *(article en ligne p 20)*

Agores recommande de limiter l'emploi du soja

ZEPRO RESTAURATION COLLECTIVE 13/09/2022 - *(article en ligne p 24)*

Pour Elios, on se nourrit mieux avec le Nutri-Score

ZEPRO RESTAURATION COLLECTIVE 13/09/2022 - *(article en ligne p 28)*

RESTAURATION COMMERCIALE

Restauration : TheFork dresse un bilan estival « rayonnant »

BRA RESTAURATION 14/09/2022

Le secteur de la restauration a bel et bien enregistré un été record. Dans son bilan de juillet-août 2022, TheFork, spécialiste de la réservation de restaurants en ligne en Europe, explique que les réservations ont augmenté de 26 % par rapport à 2021.

Valorisation des déchets alimentaires : quelles solutions pour les restaurateurs face à ce nouveau casse-tête réglementaire?

CHALLENGES 13/09/2022

À compter du 1er janvier 2023, les restaurateurs seront contraints de trier et valoriser leurs déchets alimentaires. Une mesure difficile à mettre en place et coûteuse alerte la profession.

La restauration chaînée, un « secteur impacté mais résistant » selon Food Service Vision

BRA RESTAURATION 13/09/2022

Les chaînes de restauration ont mieux résisté à la crise sanitaire que les restaurateurs indépendants, mais leurs business models ont été fortement bouleversés : c'est ce que conclut Food Service Vision dans la nouvelle édition de sa Revue Business Chaînes publiée en septembre.

HAUSSE DES COMMANDES DE REPAS DE 28.5% MALGRÉ L'INFLATION (ETUDE DELIVERECT)

SNACKING TODAY by ZePros le 13/09/2022 -

Avec la fermeture des restaurants pendant la crise sanitaire, la livraison à domicile avait vu son activité exploser. Cette habitude prise par les consommateurs s'est confirmée durant l'été 2022 au cours duquel Deliverect a enregistré près de 1,5 millions de livraisons de repas, soit plus de 323 000 commandes en plus qu'en 2021 sur la même période, et ce malgré la tendance inflationniste actuelle.

EQUIPEMENTS

Une conjoncture à surveiller selon le SYNEG

ZEPRO RESTAURATION 13/09/2022 - *(article en ligne p 6)*

DISTRIBUTEURS

[Top 100] Il est trop tôt pour se réjouir

ZEPROS Métiers RESTAURATION

Dix-huit entreprises de notre Top 100 ont vu leurs CA baisser l'année dernière et, parfois, comme dans le secteur des boissons, de plus de 25 %. **Lire Zepros Distributeurs RHD 15**



Even Distribution maintient son appétit de croissance

LE MONDE SURGELE 15/09/2022

L'année 2022 marque une nouvelle phase d'adaptation et de développement pour le pôle distribution du groupe Even. Si le groupe ne néglige aucune piste, l'accent est nettement porté sur l'univers des produits de BVP et du snacking, comme l'illustrent ses dernières acquisitions.

Agnès Théodose, nouvelle DG du GNI

BRA RESTAURATION 13/09/2022

Forte d'une vingtaine d'années d'expérience dans l'univers des organisations professionnelles et de la restauration – dont près de 10 à la tête du Syndicat National de la Restauration Thématique et Commerciale – Agnès Théodose accède désormais à la direction générale du GNI.

Subway affiche le Nutriscore

ZEPRO SNACK 13/09/2022 - *(article en ligne p 18)*

INTERVIEW AEF / France Industrie – Vincent MOULIN WRIGHT Directeur Général

« La probabilité que nous soyons contraints au rationnement est assez faible »

Vincent Moulin Wright, France Industrie

"Les entreprises et surtout les Français sont prêts" à s'engager à baisser de 10 % la consommation d'énergie en deux ans, estime Vincent Moulin Wright, dans un entretien à AEF info, le 7 septembre 2022. Le directeur général de France Industrie se déclare "optimiste" sur la réalisation du volume global d'économies d'énergie mais alerte sur la gestion des pics de consommation. Il estime cependant "assez faible" la probabilité pour le gouvernement d'enclencher des mesures de rationnement et décrit les mécanismes qui pourraient être mis en œuvre. Le secteur industriel dispose selon lui de marges d'économies d'énergie sur sa partie tertiaire, tandis que les acteurs énérgo-intensifs sont "déjà proches du maximum d'efficacité".

Vincent Moulin-Wright, directeur général de France Industrie France Industrie - France Industrie

AEF info : Quelle est la nature de la crise énergétique qui touche le secteur industriel ?

Vincent Moulin Wright : Nous constatons que les marchés du gaz et de l'électricité s'emballent depuis plusieurs mois ; le marché du pétrole tend à se stabiliser, anticipant une récession internationale. Il n'y a pas de pénurie de production énergétique en Europe mais la forte baisse d'approvisionnement en gaz d'origine russe provoque une exacerbation des prix sur les marchés, ce qui tourne à la spéculation. Les indicateurs montrent bien cet emballement des prix suralimenté par du "notionnel", c'est-à-dire du trading virtuel, préjudiciable au fonctionnement de l'économie, notamment de l'industrie, et qui inquiète les ménages.

AEF info : Quel est l'impact de la crise sur le secteur industriel en Europe ?

Vincent Moulin Wright : L'Europe tout entière fait face à cette crise. Par leur proximité géographique ou par choix stratégique, certains pays du nord et de l'est sont les plus touchés par la baisse de l'approvisionnement en gaz russe. La France occupe une place à part grâce à son parc nucléaire, tandis que l'Espagne et le Portugal sont moins touchés, étant davantage tournés vers le gaz algérien.

Cette situation crée un véritable choc de compétitivité entre l'Europe et les États-Unis d'une part et entre l'Europe et la Chine d'autre part, en raison du différentiel de prix de l'énergie qui s'instaure entre ces zones très concurrentes. Pour certains secteurs, l'écart de compétitivité a été multiplié par dix. La première conséquence est la baisse ou l'arrêt de la production, voire la fermeture de sites industriels et le développement d'importations de produits venus d'Asie, de Turquie ou des États-Unis. Ce phénomène est encore limité, mais il touche des secteurs comme le verre, l'ammoniac, les engrais, l'aluminium ou encore l'acier. Il s'agit là du début de la vague car d'ici à la fin de l'année, cette vague pourrait s'étendre à d'autres entreprises, comme les PMI, qui devront renouveler leurs contrats de fourniture d'énergie et qui vont se heurter à des prix très élevés pour 2023. Nous le voyons donc, cette crise a un triple impact sur l'approvisionnement en énergie, sur la compétitivité et sur la production industrielle.

AEF info : Les pistes de solutions pour faire face à la crise présentées par la Commission européenne vous semblent-elles aller dans le bon sens ?

Vincent Moulin Wright : Vu l'ampleur des fluctuations de prix, le marché est temporairement dérégulé, et la première réponse à cette crise doit être européenne. Les mesures d'urgence proposées par la Commission, comme le plafonnement du prix du gaz russe, vont dans le bon sens.

Nous sommes aussi favorables à une réforme de la directive market design, portée par la France et d'autres pays depuis plusieurs mois, et à laquelle la Commission semble s'être ralliée. Sur ce point, il faut réfléchir à un "ajustement" du mécanisme de fixation des prix de l'électricité et du gaz – je préfère le terme "ajustement" à celui de "décorrélation" car une corrélation reste nécessaire pour inciter les centrales à gaz à assurer la fourniture en cas de pointe.

La deuxième réponse qui est actuellement mise en œuvre est le remplissage des stocks stratégiques de gaz, à plus de 80 % au niveau européen et à 93 % en France, ce à quoi personne ne croyait il y a encore quelques mois. La troisième réponse est la mobilisation européenne sur le plan de sobriété, afin de faire baisser la demande et de se passer entre-temps du gaz russe. Ces trois types de réponses tendent à refroidir le marché.

AEF info : Comment se déroule le travail avec le gouvernement sur la préparation du plan de sobriété ?

Vincent Moulin Wright : Le gouvernement est doublement dans son rôle en engageant ce plan de sobriété, il tente d'éviter les pénuries et voit dans la crise actuelle une raison supplémentaire d'accélérer la décarbonation, d'autant que nous avons des objectifs européens à respecter dans le cadre du paquet "Fit for 55" pour 2030, et l'objectif de neutralité carbone à atteindre en 2050.

Les industriels y croient et se mobilisent. L'effort essentiel de sobriété va d'abord reposer à très court terme sur les secteurs du logement et sur le tertiaire (50 % des usages) car pour les industriels, la sobriété des process est déjà leur obsession quotidienne. Nous pouvons certes faire encore plus, et c'est l'objet du groupe de travail "sobriété / industrie", mais le niveau d'efficacité énergétique atteint par l'industrie est déjà très important. L'important à nos yeux est de rester dans la sobriété choisie, et non d'accentuer la sobriété subie, qui est déjà à l'œuvre et qui détruit de la production, ce qui serait très mauvais pour l'économie.

AEF info : Quelles sont les pistes d'amélioration pour le secteur industriel en matière d'économies d'énergie ?

Vincent Moulin Wright : Le tertiaire industriel dispose de marges d'économies d'énergie, en travaillant sur les bâtiments administratifs, les centres de recherche, en modérant comme le feront toutes les entreprises les températures de chauffage, d'eau chaude, de climatisation, ou l'intensité d'éclairage. Sur nos process, nous avons également deux pistes de progrès : multiplier les contrats d'effacement volontaire conclus avec RTE, et accélérer les diagnostics énergétiques dans nos PMI où existent encore des gisements d'efficacité énergétique inexploités, à réduire grâce à des systèmes de mesures, de contrôle, l'usage de data, de logiciels permettant des lissages de consommation... on peut aussi inciter à l'auto-production d'énergies, en utilisant la chaleur fatale, en valorisant thermiquement ou en méthanisant les biodéchets, en installant des panneaux solaires sur les parkings en zones ensoleillées. Si les acteurs énérgo-intensifs sont déjà proches du maximum d'efficacité, le secteur diffus dispose de plus de marges de progrès.

AEF info : L'objectif du gouvernement de baisser la consommation d'énergie de 10 % en deux ans vous semble-t-il atteignable ?

Vincent Moulin Wright : Les entreprises et surtout les Français y sont prêts, notamment la jeune génération, et c'est dans le sens de l'histoire, à l'exception bien sûr des ménages soumis à des contraintes économiques. Un bilan régulier du plan de sobriété sera fait par le gouvernement, on mesurera la contribution de chaque acteur, et je suis assez optimiste. Si nous sommes au rendez-vous sur le volume global d'économies d'énergie, la difficulté portera plus particulièrement sur la gestion des pics de consommation.

AEF info : En cas de déséquilibre entre l'offre et la demande d'énergie, le gouvernement envisage un rationnement de la consommation d'énergie, par exemple à travers un marché de droits à consommer. Comment fonctionnerait la gestion de ces restrictions ?

Vincent Moulin Wright : En cas de période intense de froid, sur plusieurs jours et en fin d'hiver notamment, et si le plan de sobriété ne suffisait pas, et si le signal prix ne fonctionnait pas assez (mais il est déjà à l'œuvre), l'État devrait alors

recourir à des mesures de rationnement d'énergie. Nous devons prévoir et organiser ce cas de figure, sans y passer toutefois un temps infini, car la probabilité que nous y soyons contraints semble assez faible.

AEF info : Quels secteurs pourraient être en priorité soumis à un rationnement de la consommation d'énergie en cas de besoin ?

Vincent Moulin Wright : La loi définit un ordre de priorité. Sont exemptés les secteurs jugés vitaux comme les hôpitaux, les écoles, puis les ménages. Du côté des entreprises, la facilité serait de cibler les plus gros consommateurs, à l'exception de sites sensibles où la coupure de l'activité pourrait entraîner des risques, comme des dégâts sur l'environnement, sur l'outil industriel, ou sur des ruptures de services essentiels (santé, sécurité...). Mais on peut aussi répartir plus largement les baisses sur tous les acteurs si elles sont modestes, cela dépend de l'efficacité du plan de sobriété. Ces rationnements seront planifiés, et opérés avec des délais de prévenance de plusieurs jours. Ils pourraient durer de quelques heures à quelques jours selon la criticité. L'approvisionnement en électricité sera plus sensible cet automne, en raison de la moindre disponibilité temporaire du parc nucléaire, tandis que l'approvisionnement en gaz sera plus sensible en fin d'hiver quand les stocks auront baissé. L'État réfléchit également à des flexibilités entre industriels, qui pourraient s'échanger des quotas de gaz par exemple, dans le cadre d'un marché de droits à consommer comme on le fait pour l'ETS.

AEF info : En cas de rationnement, les industriels peuvent-ils réclamer une compensation aux pouvoirs publics ?

Vincent Moulin Wright : En cas de rationnement par décision de l'État, certaines entreprises peuvent être amenées à ne plus pouvoir assurer leurs contrats de fournitures à leurs clients. C'est un cas de "force majeure" qu'il faut sécuriser. Ce sujet s'est déjà posé lors de la crise du Covid. Des travaux menés avec les pouvoirs publics devraient permettre d'encadrer juridiquement les conséquences contractuelles d'un éventuel rationnement.

AEF info : Les pouvoirs publics travaillent activement sur le passage de l'hiver 2022-2023 mais la difficulté ne sera-t-elle pas plus grande à l'hiver 2023-2024 ?

Vincent Moulin Wright : Il faut évidemment envisager le cas où les livraisons russes ne reprennent pas. Dans cette éventualité, il faudrait continuer à ne remplir les stocks européens qu'avec autre chose que du gaz russe, donc du GNL. La demande européenne se confrontera alors à un marché rendu plus concurrentiel, par exemple si la Chine sort totalement de la crise sanitaire dans les mois à venir. Mais nous bénéficions d'un plan RepowerEU puissant, qui prévoit des contrats de gaz signés avec de nouveaux producteurs de GNL, au Moyen-Orient et en Asie, le développement accéléré des énergies renouvelables ; il faut aussi compter sur la montée en puissance du biométhane, du report de la fermeture de centrales nucléaires dans plusieurs pays européens, et de la remontée en régime de la production de notre parc nucléaire.



GECO

FOOD SERVICE